

Le collectif propose d'aider, dans la mesure de ses forces, à l'installation et la réalisation de projets de vie, hors des dogmes du marché et des directives régionales ou européennes, pour ceux qui n'en veulent pas ou qui, de toute façon, n'en ont pas les moyens : constructions hors-normes, occupations illégales, remise en cultures de terres pour l'auto-subsistance... Il propose aussi la mise en commun de moyens d'exploitation (clèdes, pressoirs, outils...), l'organisation de chantiers collectifs, la transmission de savoirs et techniques. Une façon de s'associer basée sur la coopération et l'autonomie – sans intermédiaire – afin de s'entraider dans l'avancée de nos projets.

Il veut produire les occasions de se rencontrer – au-delà de prétendus cliques culturels ou identitaires qui font le lit de la division tant souhaitée par certains –, pour se connaître et s'enrichir mutuellement.

Conscient que les politiques répressives vont s'amplifier, le collectif propose d'œuvrer à la création d'un rapport de forces face aux différents rouages administratifs et étatiques, et de limiter, voire d'empêcher, les expulsions et les destructions de lieux de vie et de terrains utilisés.

D'autre part, le collectif souhaite se solidariser avec ceux et celles dont les démarches et résistances vont dans ce sens, et échanger et s'organiser avec d'autres collectifs ou réseaux, dans la mesure d'objectifs communs.

août 2007,

contact provisoire : [lapich@no-log.org](mailto:lapich@no-log.org),  
infos sur <http://lapicharlerie.internetdown.org>

Le collectif fonctionne de manière autonome – hors des cadres institutionnels –, sans hiérarchie ni spécialiste. Il est ouvert à toute personne qui partage le constat, les objectifs et le fonctionnement du collectif. Les décisions sont prises dans des assemblées régulières, au consensus (recherche d'un accord commun). Des mandats impératifs (pour une tâche et un temps définis), formulés en assemblée, sont donnés à des personnes volontaires. Ils doivent en rendre compte à l'assemblée et sont révocables par elle.

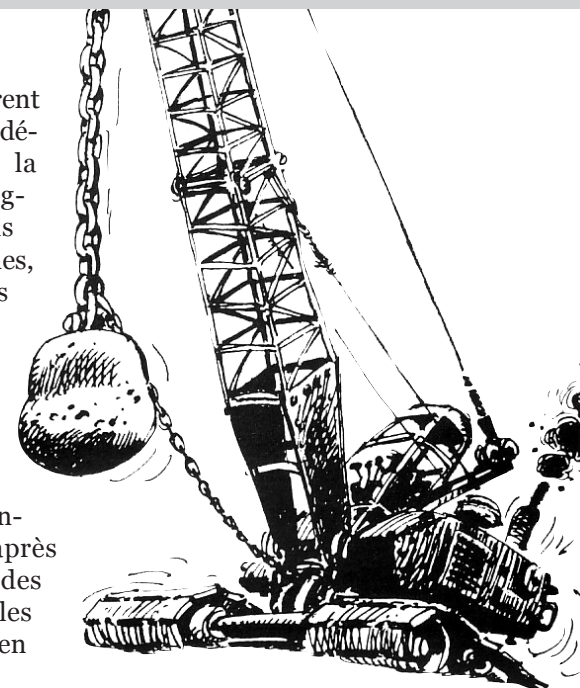
Le collectif, pour faire passer nouvelles et propositions, utilise ses propres moyens et ceux d'information autonomes. Il favorise les rapports directs, pour dépasser les rapports sclérosés, imposés par cette société de l'image, du cliché et du spectacle. A contrario de l'utilisation, au premier abord plus facile, de ces intermédiaires omniprésents et omnipotents que sont les médias officiels et les institutions. En tout état de cause, le collectif n'a ni porte-parole, ni représentant et, s'il juge opportun de communiquer un message à ces derniers, il le fera collectivement, en assemblée.

Ce qui se joue ici est en marche ailleurs : aux politiques répressives qui s'étendent, répondent des formes multiples de résistances. Par souci de solidarité et de diffusion de ce vent de révolte, le collectif échange et s'organise avec d'autres collectifs et réseaux, dans la mesure d'objectifs communs.

## un collectif en cévennes, présentation

Les Cévennes connurent une forte vague de désertification dans la première moitié du vingtième siècle. Ses paysans furent happés par les mines, les usines, la plaine, les guerres. Depuis, beaucoup d'anciennes fermes et mas tombent en désuétude. Les châtaigneraies, malades et sans soin, partent en bouscasses. Les maisons et les bancels s'effondrent jour après jour. Des centaines et des centaines d'hectares sur les flancs de montagne sont en friche, et brûlent parfois.

Depuis quelques années, on assiste à un regain d'intérêt économique et de spéculation foncière dans ces zones de basse montagne qui, jusque-là, paraissaient d'un faible rendement ; les plantations de pins subventionnées (responsables, entre autres, de l'assèchement de nombreuses sources) constituaient, il y a peu encore, le seul « investissement » de grands propriétaires souvent non résidents. Désormais, les pouvoirs publics voient la possibilité de créer de nouvelles sources de profit, grâce au développement du tourisme, de l'agro-tourisme et du travail à domicile – permis par les outils dernier cri de « communication » – de cadres récemment installés, mais qui conservent leurs modes de vie et exigences d'urbains. Des infrastructures, adaptées aux besoins et habitudes métropolitaines, sont donc mises en place : ADSL, routes élargies, pistes goudronnées, campings-gîtes-hôtels, lotissements-parpaings... pour une population, principalement saisonnière, dont on attend la manne financière.



Régulièrement, de nouveaux venus quittant les villes cherchent à s'installer dans ces coins de montagne ; ceux-là n'ont pas forcément les mêmes attraits économiques.

Déjà, dans les années 70, mus par le vent de contestation que fit souffler Mai 68, une première vague d'arrivants s'est établie en Cévennes, dans l'espoir de construire un monde meilleur. Certains sont repartis, d'autres sont restés et ont fait leur chemin. Les difficultés étaient déjà présentes. Des paysans ont ouvert leur porte, partagé leur savoir et leur expérience, laissé l'accès à une partie de leurs terres non cultivées ; d'aucuns se sont méfiés de ces « étrangers » aux mœurs différentes et n'ont pas voulu livrer la moindre parcelle en friche de leurs terrains.

Depuis quelques années, on observe une sorte d'« exode urbain », qui touche des populations souvent jeunes, précarisées et lassées du miroir aux alouettes de la « vie moderne ». La pauvreté, la concurrence effrénée, la solitude, la toxicité des villes poussent ces exilés hors des grands ensembles et loin du bitume. Leur désir est d'échapper à des conditions de vie dégradantes, à la très forte pression financière (loyers inaccessibles, pouvoir d'achat qui dégringole, chômage, ...). Ils viennent afin de pratiquer ici – où les montagnes sont partiellement épargnées par l'agro-industrie et sa monoculture à perte de vue –, une économie d'auto-subsistance ; gagner quelques bribes d'autonomie, de liberté ou de tranquillité. Ils cherchent à inventer, ou plutôt à réinventer, des formes de vie ou d'habitat différentes de celles dans lesquelles on voudrait nous cantonner à vie. Ces arrivants remettent des terres en culture, restaurent des bâtisses ou construisent des cabanes et autres abris légers, dans des montagnes boisées qu'ils entretiennent, et avec lesquelles ils vivent en bonne entente. Ils n'ont pas forcément l'ambition de devenir agriculteur comme leurs prédécesseurs, mais plutôt de vivre simplement, de tisser des liens de solidarité disloqués ailleurs, de retrouver le goût et le faire de choses à taille humaine.

Pourtant, l'installation est de plus en plus difficile. Aujourd'hui, beaucoup (y compris des anciens) voient bien l'intérêt du repeuplement des vallées et montagnes ; mais les terres sont en majorité dans les mains de riches propriétaires, ou appartiennent aux offices publics dont l'activité essentielle était jusqu'à présent d'y planter des résineux. Les institutions, quant à elles, ont des plans d'aménagement et de « zonages » (P.O.S, P.L.U...) pour tous ces espaces, qui ne laissent pas place à des projets autonomes. Ici, comme dans les Alpes ou les Pyrénées, les nouveaux venus sont accueillis en fonction de leurs finances et de la conformité de leurs projets à l'économie marchande. La culture, l'élevage, l'habitat doivent correspondre à des normes draconiennes, aseptiques et qui fondent tout dans un moule unique et massifié. L'économie d'auto-subsistance, les cabanes et les installations de fortune ne sont pas les bienvenues. Les toits en chantier recouverts de bâche, les bi-

dons pour stocker l'eau en attendant que sources et bassins reprennent du service, les épaves fournissant les pièces de voitures malmenées par des kilomètres de pistes... font tâche dans le décor carte-postale vendu dans les offices de tourisme et les agences immobilières. Pour tous ces marchands de « rêve », le passé est bon à afficher, mais réduit à son expression folklorique, enterré dans des musées. Les manants des montagnes d'hier feraient pourtant bel effet, eux aussi, face à la propreté clinique de rigueur aujourd'hui.

Cette politique de normalisation et de rentabilisation de tous les espaces est la marche logique du système capitaliste. Elle s'accompagne nécessairement d'une politique de répression pour ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas s'adapter aux injonctions du tout-marchand. Elle s'exerce sur l'ensemble du territoire, avec des variantes locales. Des caméras au coin des rues aux survols réguliers des zones rurales pour dénicher les cabanes clandestines (Mission interministérielle d'aménagement du littoral, Languedoc-Roussillon, 43 fiches pour l'action, 2006), le territoire est quadrillé, contrôlé. Des sans-papiers traqués à la sortie des écoles, chez eux, dans les bars ou au boulot, aux auto-constructions brûlées ou rasées en Lozère ou en Ariège, les indésirables sont pourchassés. De la casse des protections salariales à l'arnaque de l'Euro et de l'Europe, la pauvreté et les galères de fin de mois sont de plus en plus partagées. L'Etat déclare la guerre aux zones de « non-droit » ; les Cévennes, pour lui, en sont une parmi d'autres.

Cette politique est relayée par certains citoyens zélés qui n'hésitent pas à mouiller la chemise pour faire déguerpir ces malvenus. Un climat d'hostilité, de délation et d'intimidations est de plus en plus palpable, ici comme ailleurs.

Cependant, de-ci de-là, des individus se rassemblent, unissent leurs efforts pour construire des résistances et des projets de vie autonomes. Ils sont de plus en plus nombreux à n'attendre plus rien des pouvoirs publics et à s'organiser en conséquence. Les solidarités existent et se développent, hors des institutions et souvent avec le concours d'habitant-e-s du coin, pour qui la raison n'est pas forcément celle du plus fort.

Conscient de cet état de fait, un collectif (sans nom – pour l'instant ?) se constitue autour des Basses-Cévennes pour vivre et résister ici et maintenant. Il regroupe des personnes installées ou qui souhaitent le faire, de façon différente et multiple face au modèle unique, et à qui il apparaît nécessaire de réfléchir et d'agir ensemble.

Confronté à un problème de taille, le collectif souhaite poser publiquement la question de l'usage des terres et de l'habitat, de ces terres abandonnées, de ces paysans sans terre et de ceux pour qui, simplement, ces vallées sont riches d'une vie que tout concourt à écraser. Il s'adresse à ceux qui habitent cette région et qui veulent la voir vivre.